

**N° 8113**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2022-2023

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification :**

**1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;**

**2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale**

\* \* \*

*Document de dépôt*

*Dépôt: le 8.12.2022*

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

*Article unique.*– Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Vientiane, le 7 décembre 2022

*Le Ministre de la Famille  
et de l'Intégration,*  
Corinne CAHEN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1<sup>er</sup>.** À l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, les termes « 185,08 euros » sont remplacés par ceux de « 191 euros ».

**Art. 2.** La loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale est modifiée comme suit :

1° L'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

- a) À la lettre a), les termes « quatre-vingt-douze euros et cinquante-quatre cents » sont remplacés par ceux de « quatre-vingt-quinze euros et cinquante cents » ;
- b) À la lettre b), les termes « vingt-huit euros et soixante-treize cents » sont remplacés par ceux de « vingt-neuf euros et soixante-cinq cents » ;
- c) À la lettre c), les termes « huit euros et quarante-neuf cents » sont remplacés par ceux de « huit euros et soixante-seize cents » ;
- d) À la lettre d), les termes « quatre-vingt-douze euros et cinquante-quatre cents » sont remplacés par ceux de « quatre-vingt-quinze euros et cinquante cents » ;
- e) À la lettre e), les termes « treize euros et quatre-vingt-neuf cents » sont remplacés par ceux de « quatorze euros et trente-trois cents » ;

2° L'article 49, paragraphe 3, est modifié comme suit :

- a) À la lettre a), les termes « cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-treize cents » sont remplacés par ceux de « cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-cinq cents » ;
- b) À la lettre b), les termes « deux cent soixante-dix-sept euros et quarante-et-un cents » sont remplacés par ceux de « deux cent quatre-vingt-six euros et vingt-neuf cents » ;
- c) À la lettre c), les termes « cinquante-deux euros et quatre-vingt-douze cents » sont remplacés par ceux de « cinquante-quatre euros et soixante-et-un cents » ;
- d) À la lettre d), les termes « seize euros et quatre-vingt-deux cents » sont remplacés par ceux de « dix-sept euros et trente-six cents ».

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Le texte sous rubrique a pour objet de mettre en œuvre le point 3 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 qui prévoit que le Gouvernement déposera à la Chambre des députés un projet de loi visant à l'adaptation du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen.

Ainsi, le présent texte a pour objet de proposer une adaptation de 3,2% des montants du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) identique à celle proposée aux termes d'un avant-projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail qui relève le taux du salaire social minimum au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Cette adaptation est effectuée par le biais d'une modification de l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ainsi que des articles 5, paragraphe 1<sup>er</sup> et 49, paragraphe 3, de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> a pour objet d'apporter les adaptations nécessaires à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées afin d'augmenter le revenu mensuel pour personnes gravement handicapées de 3,2%.

### Article 2

L'article 2 opère les adaptations nécessaires aux différents montants prévus par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale de façon à les augmenter également de l'ordre de 3,2%.

### Article 3

Sans commentaire.

\*

## FICHE FINANCIERE

La présente fiche financière établie par l'IGSS, fournit une estimation du coût résultant de l'augmentation des prestations du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) de 3,2% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

L'impact financier engendré par l'application d'un éventuel relèvement du SSM au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (3,2%) au REVIS et au RPGH est estimé à partir des propositions budgétaires formulées par le Fonds national de solidarité (FNS) pour l'établissement du Budget de l'Etat pour l'exercice 2023.

Dans le cadre de l'établissement du budget 2023, et avant application de la hausse de 3,2%, les prestations du revenu d'inclusion sociale, y compris les cotisations part patronale, sont estimées à 211,8 millions d'euros. L'application d'un éventuel relèvement du SSM à hauteur de 3,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à ces prestations engendre une hausse du coût de ces prestations de **6,8 millions d'euros** pour l'exercice 2023.

Dans le cadre de l'établissement du budget 2023, et avant application de la hausse de 3,2%, les prestations du revenu pour personnes gravement handicapées, y compris les cotisations part patronale, sont estimées à 56,7 millions d'euros. L'application d'un éventuel relèvement du SSM à hauteur de 3,2% au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à ces prestations engendre une hausse du coût de ces prestations de **1,8 millions d'euros** pour l'exercice 2023.

Au total, l'application d'un éventuel relèvement du SSM à hauteur de 3,2% au 1<sup>er</sup> janvier 2023 au REVIS et au RPGH entraîne une hausse du coût de ces prestations de **8,6 millions d'euros** pour l'exercice 2023.

\*

## VERSIONS CONSOLIDEES

### – LOI MODIFIEE DU 12 SEPTEMBRE 2003 relative aux personnes handicapées (Extrait)

#### Chapitre 4. Revenu pour personnes gravement handicapées

**Art. 25.** Le revenu mensuel est fixé à ~~185,08 euros~~ **191 euros** pour une personne gravement handicapée au sens de l'article 1er, paragraphe 2. Le montant précité correspond au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et est adapté suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Le montant prévu par le présent article est adapté à l'augmentation du montant forfaitaire de base par adulte et du montant couvrant les frais communs du ménage fixés par la loi instituant un revenu d'inclusion sociale.

– LOI MODIFIÉE DU 28 JUILLET 2018  
relative au revenu d'inclusion sociale

(Extraits)

**Chapitre 2 – Allocation d'inclusion**

**Art. 5.** (1) L'allocation d'inclusion mensuelle maximale se compose :

- a) d'un montant forfaitaire de base par adulte s'élevant à ~~quatre-vingt-douze euros et cinquante-quatre cents~~ **quatre-vingt-quinze euros et cinquante cents** ;
- b) d'un montant forfaitaire de base s'élevant à ~~vingt-huit euros et soixante-treize cents~~ **vingt-neuf euros et soixante-cinq cents** pour chaque enfant pour lequel un membre de la communauté domestique bénéficie des allocations familiales ;
- c) d'un montant forfaitaire de base tel que défini à la lettre b) majoré d'un montant de ~~huit euros et quarante-neuf cents~~ **huit euros et soixante-seize cents** pour chaque enfant vivant dans une communauté domestique composée d'un seul membre adulte et qui bénéficie des allocations familiales pour cet enfant ;
- d) d'un montant couvrant les frais communs du ménage s'élevant à ~~quatre-vingt-douze euros et cinquante-quatre cents~~ **quatre-vingt-quinze euros et cinquante cents** par communauté domestique ;
- e) d'un montant couvrant les frais communs du ménage majoré d'un montant de ~~treize euros et quatre-vingt-neuf cents~~ **quatorze euros et trente-trois cents** au cas où un ou plusieurs enfants font partie de la communauté domestique pour lesquels un membre adulte bénéficie des allocations familiales.

**Chapitre 8 – Dispositions abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 49.** (1) La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti est abrogée.

(2) Toutefois, les communautés domestiques ayant bénéficié de prestations en vertu de ces dispositions abrogées bénéficieront d'office du revenu d'inclusion sociale prévu par la présente loi.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les communautés domestiques dont l'allocation d'inclusion sociale due en vertu des nouvelles dispositions est inférieure à l'allocation complémentaire dont les ayants droit bénéficient la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à bénéficier de ce même montant tant qu'aucun élément autre qu'une adaptation indiciaire, du taux du salaire social minimum ou des pensions n'exige d'en modifier le calcul. Ce montant est adapté à l'indice du coût de la vie.

(3) Les communautés domestiques dont les seuls revenus sont constitués par une ou plusieurs pensions au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ou par le forfait d'éducation la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, et dont l'allocation d'inclusion sociale due en vertu des nouvelles dispositions est inférieure à l'allocation complémentaire dont les ayants droit bénéficient la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à bénéficier d'un montant qui est déterminé en fonction de la composition de la communauté domestique au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le montant Revis est fixé à :

- a) ~~cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-treize cents~~ **cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-cinq cents** pour une personne seule ;
- b) ~~deux cent soixante-dix-sept euros et quarante-et-un cents~~ **deux cent quatre-vingt-six euros et vingt-neuf cents** pour la communauté domestique composée de deux adultes ;
- c) ~~cinquante-deux euros et quatre-vingt-douze cents~~ **cinquante-quatre euros et soixante-et-un cents** pour l'adulte supplémentaire vivant dans la communauté domestique ;
- d) ~~seize euros et quatre-vingt-deux cents~~ **dix-sept euros et trente-six cents** pour chaque enfant ayant droit à des allocations familiales qui vit dans la communauté domestique.

Les montants susvisés correspondent au nombre indice cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1<sup>er</sup> janvier 1948 et sont adaptés suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 2, les revenus visés au présent paragraphe ne sont pas pris en compte jusqu'à concurrence de trente pour cent du Revis dû au ménage.

(4) Si le nombre des personnes, visées au paragraphe 3, formant une communauté domestique diminue, le montant auquel pourra prétendre le bénéficiaire sera calculé conformément aux dispositions du paragraphe 3 en fonction de sa nouvelle situation familiale. Si le nombre des personnes formant une communauté domestique augmente, le bénéficiaire touchera les montants prévus à l'article 5.

En cas d'interruption du droit au Revis après l'entrée en vigueur de la présente loi ou de toute augmentation de la situation de revenu de la communauté domestique, toute nouvelle demande du Revis du même bénéficiaire sera soumise aux dispositions de la présente loi et bénéficiera des montants prévus à l'article 5.

\*

## FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

### Coordonnées du projet

<b>Intitulé du projet :</b>	<b>Projet de loi portant modification:</b> 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
<b>Ministère initiateur :</b>	<b>Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région</b>
<b>Auteur(s) :</b>	<b>Pierre Lammar, Premier Conseiller de Gouvernement</b> <b>Marc Konsbruck, Attaché</b>
<b>Téléphone :</b>	<b>247-86518 / 247-83621</b>
<b>Courriel :</b>	<b>pierre.lammar@fm.etat.lu / marc.konsbruck@fm.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet :</b>	<b>Nouvelle fixation des montants du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH).</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :</b>	<b>Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire</b> <b>Ministère de la Sécurité sociale</b> <b>Ministère des Finances</b>
<b>Date :</b>	<b>14/11/2022</b>

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui  Non

Si oui, laquelle/lesquelles :

- Fonds national de solidarité,
- Inspection générale de la sécurité sociale,
- Ministère des Finances

Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :

- Entreprises/Professions libérales : Oui  Non
- Citoyens : Oui  Non
- Administrations : Oui  Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.<sup>1</sup>   
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)  
Remarques/Observations :
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui  Non   
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui  Non   
Remarques/Observations :
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non   
Remarques/Observations :
6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non   
Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?  
b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :  
– une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a.   
– des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a.   
– le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a.   
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.   
Sinon, pourquoi ?

1 N.a. : non applicable.

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
- b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui  Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, lequel ?
- Remarques/Observations :

### Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière :
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez pourquoi :
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

### Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : [www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : [www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>5</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

